

ET ÇA CONTINUE ENCORE ET ENCORE

Les nouvelles révélations des #Pandora papers par un consortium international de journalistes montre le gigantisme de la fraude et de l'évasion fiscale estimée selon l'OCDE à 11 000 milliards de \$!



Lors du scandale des Paradise papers en 2017, le gouvernement actuel avait promis que la lutte contre l'évasion fiscale serait une priorité du quinquennat.

Résultat :

- suppressions de milliers de postes aux Finances Publiques, notamment sur les missions contrôle ;
- une liste de paradis fiscaux qui ne contient aucun des principaux paradis fiscaux ;
- une directive européenne sur la transparence fiscale torpillée en alignant la position française sur les desiderata du Medef ;
- des fake news pour faire croire que la France défendait un taux d'imposition sur les multinationales de 21 % comme Biden alors que dans les négociations la France voulait 12,5 %...



Pour la CGT, il y a urgence à renforcer les moyens de lutte contre la fraude fiscale qui est estimée en France entre 80 et 100 milliards d'euros par an.

Pour sortir de l'hypocrisie et agir, des pistes de travail existent comme le [prélèvement à la source des multinationales que prône l'association ATTAC](#).

TRÈS CHER CIR

Le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure fiscale de soutien aux activités de recherche et développement (R&D) des entreprises.

Suite à la réforme du CIR de 2008, les créances associées au CIR sont passées de 1,8 Md€ en 2007 à 6,5 Md€ en 2018. Soit donc un volume de 6 Md€ de crédit d'impôts pour les entreprises chaque année.

France Trésor a publié en septembre [un rapport sur l'impact du Crédit Impôt Recherche](#) depuis son reboot en 2008.

Comme nous le constatons trop souvent dans l'examen des dossiers CIR par nos services de contrôle, les entreprises s'en servent comme d'une niche fiscale pour augmenter leurs marges plutôt que vraiment financer « l'innovation et la productivité », buts recherchés par ce crédit.

Un autre rapport explique que malgré ce très généreux dispositif, les résultats en R&D des entreprises françaises déclinent à l'instar des autres pays européens.

En résumé, l'État français dépense 6 milliards par an pour pas grand-chose ! Il y a urgence à réorienter les crédits d'impôts, ce ne sont pas les sujets urgents qui manquent : revalorisation des salaires (point d'indice compris), financement de la transition écologique, relance de l'industrie, 32H...

Bref, les moyens sont là pour changer de cap !

SARDINES

A Nantes Cambronne, un élevage de sardines est en train de voir le jour.

Le bâtiment Audubon doit se vider de ses habitant·es Dgfp pour laisser place au ministère de l'intérieur. Les collègues des deux étages devront se serrer dans les autres bâtiments de la cité.

Mais on apprend soudainement que les agent·es de la Paierie Départementale rejoindront aussi Cambronne.

La Trésorerie du Chu ira se serrer à l'Insee dans l'espace laissé par la Paierie.